

***Institut national d'enseignement supérieur pour l'agriculture, l'alimentation et
l'environnement***

**Conseil d'administration
Séance du 16 novembre 2021**

Délibération n°4.2.2

Le 16 novembre 2021, le Conseil d'Administration de l'Institut Agro s'est réuni sous la présidence de Laure Coudret-Laut, en visio conférence.

Nombre de membres en exercice : 31

Nombre de présents : 21

Membres représentés (procuration) : 8

Quorum : 16

Point 4 - Gouvernance

Délibération 4.2.2 – Fixation des plafonds autorisés d'heures complémentaires pour les personnels enseignants

Visa :

Vu le décret n° 90-77 du 17 janvier 1990 relatif aux indemnités pour enseignements complémentaires en faveur des personnels enseignants des établissements publics relevant du ministère en charge de l'agriculture ;

Vu la note de service DGER/SDS/2021-114 du 16/02/2021,

Exposé des motifs :

Conformément aux dispositions du décret n° 90-77 du 17 janvier 1990 relatif aux indemnités pour enseignements complémentaires en faveur des personnels enseignants des établissements publics relevant du ministère en charge de l'agriculture, les heures complémentaires sont rémunérées sur le budget de l'établissement. Le conseil d'administration est compétent pour fixer les règles générales de programmation des dépenses au sein de l'établissement.

Dans ces conditions suite à la demande du ministère de mise en œuvre de la note de service DGER/SDS/2021-114, il est demandé au conseil d'administration de déterminer pour chaque catégorie d'enseignant exerçant à temps plein, un plafond autorisé du nombre d'heures complémentaires qui seront rémunérées.

La fixation d'un plafond d'heures complémentaire est important car il permet d'organiser les activités des écoles en fonction de ce plafond et aux enseignants chercheurs, sur la base de ce plafond maximal d'articuler leurs activités d'enseignement et de recherche.

Par ailleurs, ce plafond participe à l'établissement d'une prévision budgétaire précise et une maîtrise de la soutenabilité financière de l'Institut en termes de masse salariale.

Ce plafond d'heures a fait l'objet d'un consensus entre les écoles internes et permet d'assurer le bon fonctionnement des différentes formations. Un plafond inférieur aurait pour conséquence un transfert sur de la vacation, plus complexe à piloter en termes de prévisionnel de masse salarial avec un coût au final identique à minima, en raison des taux horaires de rémunération similaire.

AgroSup Dijon applique d'ores et déjà des plafonds identiques suite à une délibération de son conseil d'administration.

Les plafonds autorisés sont par conséquent les suivants :

La présente délibération est classée au recueil des délibérations de l'établissement et est publiée sur le site internet de l'Institut Agro.
En application de l'article R421-1 du code de justice administrative, le Tribunal administratif de Paris peut être saisi par voie de recours formé contre cette délibération et ce dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Personnels enseignants	Service dû pour un temps plein équivalent TD	Plafond autorisé d'heures complémentaires
Enseignants-chercheurs et assimilés	192	96
Enseignants du second degré et assimilés	384	192

Les plafonds applicables pour les agents en situation de temps partiels seront proratisés selon la quotité de travail effective.

Le dépassement de ces limites peut être autorisé de manière exceptionnelle par les directrices d'école interne dans des situations particulières ou temporaires, comme en cas de manque d'effectifs d'enseignants dans une discipline ou de modification des maquettes de formation qui obligerait à adapter la charge de travail.

ADOPTÉ : à 27 voix pour
à 0 voix contre
à 2 abstentions

Le Conseil d'administration de l'Institut national d'enseignement supérieur pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement, réuni le 16 novembre 2021, approuve les plafonds autorisés d'heures complémentaires pour les personnels enseignants et les conditions de mise en œuvre précisés ci-dessus.

Fait à Paris, le 16 novembre 2021

La Vice-Présidente du Conseil d'administration
Laure Coudret-Laut

Signature L. Coudret-Laut